

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 avril 2022
Français
Original : arabe

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 38 et 39 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

La situation au Moyen-Orient

Question de Palestine

**Lettres identiques datées du 21 avril 2022, adressées au Secrétaire
général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par la Représentante permanente du Liban
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Liban exerçant actuellement la présidence du Conseil de la Ligue des États arabes au niveau ministériel à sa 157^e session ordinaire, la Mission permanente du Liban a l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de l'Observateur permanent de la Ligue auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe) dans laquelle elle transmet le texte de la déclaration adoptée à la quatrième réunion du Comité ministériel arabe chargé de mobiliser une action internationale face aux politiques et mesures illégales d'Israël dans la ville occupée de Jérusalem, tenue à Amman le 21 avril 2022.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 38 et 39 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Amal **Mudallali**



**Annexe aux lettres identiques datées du 21 avril 2022 adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par la Représentante permanente du Liban
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 21 avril 2022, adressée à la Représentante
permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies
par l'Observateur permanent de la Ligue auprès de l'Organisation,
le Liban assurant la présidence du Conseil de la Ligue des États
arabes réuni au niveau ministériel à sa 157^e session ordinaire**

Conformément à la pratique suivie par le Groupe des États arabes, selon laquelle la présidence de chaque session du Conseil de la Ligue tenue au sommet ou au niveau ministériel est chargée de transmettre le texte des résolutions pertinentes aux organes de l'Organisation des Nations Unies concernés et de les accompagner d'une note ou d'une lettre adressée par la Mission permanente d'observation de la Ligue auprès de l'Organisation et en application de l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration adoptée à la quatrième réunion du Comité ministériel arabe chargé de mobiliser une action internationale face aux politiques et mesures illégales d'Israël dans la ville occupée de Jérusalem, tenue à Amman le 21 avril 2022.

Conformément aux instructions du secrétariat de la Ligue des États arabes, je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 38 et 39 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chef
de la Mission d'observation à New York
(Signé) Maged Abdelfattah **Abdelaziz**

Pièce jointe

Déclaration adoptée à la quatrième réunion du Comité ministériel arabe chargé de mobiliser une action internationale, face aux politiques et mesures illégales d'Israël dans la ville occupée de Jérusalem, tenue à Amman le 21 avril 2022

À l'invitation du Royaume hachémite de Jordanie, le Comité ministériel arabe chargé de mobiliser une action internationale face aux politiques et mesures illégales d'Israël dans la ville occupée de Jérusalem – qui compte parmi ses membres la République tunisienne, en sa qualité de Présidente en exercice du sommet arabe, la République algérienne démocratique et populaire, le Royaume d'Arabie saoudite, l'État de Palestine, la République arabe d'Égypte, l'État du Qatar, le Royaume du Maroc et les Émirats arabes unis, membre arabe du Conseil de sécurité, et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes – a tenu une réunion extraordinaire à Amman le 21 avril 2022, présidée par le Royaume hachémite de Jordanie.

Les participants se sont entretenus des moyens de contrer l'escalade israélienne alarmante à la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif et de mobiliser une action commune pour mettre fin aux attaques et aux violations israéliennes dans les lieux saints, afin d'endiguer la violence et de rétablir pleinement le calme.

Ayant entendu un exposé du Ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, en sa qualité de Président du Comité, et du Ministre palestinien des affaires étrangères, Riad al-Malki, sur l'escalade israélienne alarmante à Jérusalem et dans ses lieux saints, lors de tentatives déplorables et condamnables de modifier le statut historique et juridique existant et d'entraver la liberté des fidèles, ayant examiné les mesures prises pour désamorcer la situation, mettre fin au cycle de la violence et rétablir le calme et ayant entendu les déclarations faites par les ministres et représentants des États membres et par le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, le Comité :

1. Condamne les attaques et les violations commises par Israël contre les fidèles à la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, qui se sont intensifiées de manière alarmante les derniers jours du mois sacré de ramadan, ont fait des centaines de blessés, entraîné des arrestations parmi les fidèles et occasionné des dégâts considérables aux structures de l'esplanade ;

2. Prévient que ces attaques et violations exacerbent de manière flagrante les sentiments des musulmans du monde entier, portent atteinte à la liberté de culte à la sainte mosquée Al-Aqsa, restreignent l'accès des fidèles et menacent de déclencher un cycle de violence, mettant ainsi en péril la sécurité et la stabilité de la région et du monde entier ;

3. Rejette et condamne l'ensemble des agissements illégaux d'Israël visant à modifier le statut juridique et historique de la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif et toute tentative d'imposer une division dans le temps et l'espace, qui constituent une violation flagrante du droit international et des responsabilités juridiques d'Israël en tant que Puissance occupante ;

4. Insiste sur la nécessité pour Israël de respecter le statu quo historique et juridique à Haram el-Charif et de rétablir la situation qui y régnait avant 2000, notamment en reconnaissant que la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif, qui a une superficie totale de 144 dounoums, est un lieu de culte exclusivement réservé aux musulmans et que les visites des non-musulmans y sont réglementées par l'Administration des waqfs islamique relevant du Ministère jordanien des waqfs et

des lieux saints musulmans, en sa qualité d'autorité légale ayant une juridiction exclusive sur l'ensemble des affaires relatives au complexe et à son accès ;

5. Prie instamment la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, de prendre des mesures immédiates et effectives pour mettre un terme aux actes de provocation illégaux commis par Israël à Jérusalem et à Haram el-Charif, afin de faire respecter le droit international et la Charte des Nations Unies, d'empêcher l'escalade de la violence et de préserver la paix et la sécurité ;

6. Prie instamment le Conseil de sécurité de s'acquitter de ses responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et d'appliquer ses résolutions relatives à la ville de Jérusalem-Est, notamment les résolutions [252 \(1968\)](#), [267 \(1969\)](#), [476 \(1980\)](#), 478 (1980) et [2334 \(2016\)](#) ;

7. Souligne qu'il importe de continuer de coordonner l'action entre la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique, en vue de protéger la ville occupée de Jérusalem et ses lieux saints et d'en préserver l'identité arabe, musulmane et chrétienne ;

8. Insiste sur l'importance de la tutelle historique hachémite, exercée par S.M. le Roi Abdallah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, sur le plan de la protection des lieux saints musulmans et chrétiens à Jérusalem et de leur statut historique et juridique et sur la nécessité de lever l'ensemble des restrictions et des obstacles auxquels se heurte l'Administration des waqfs dans la gestion des affaires de la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif et d'en préserver les structures ;

9. Souligne la nécessité d'encourager et de renforcer l'action institutionnelle arabe et islamique à l'appui de Jérusalem et de ses habitants et rappelle le rôle joué par le Comité d'Al-Qods, agissant par l'entremise de l'Agence Bayt Mal Al-Qods al-Charif présidée par S. M. le Roi Mohammed VI du Maroc ;

10. Exprime son plein appui au peuple palestinien, à ses dirigeants et à ses institutions, dans leur défense de la ville de Jérusalem et de ses lieux saints, en particulier de la sainte mosquée Al-Aqsa/Haram el-Charif ;

11. Exprime son appui à la résistance du peuple palestinien frère et à tous ses droits légitimes, notamment le droit à la liberté et à un État indépendant et souverain dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, fondé sur la solution des deux États, conformément au droit international, à l'Initiative de paix arabe et aux paramètres convenus ;

12. Souligne qu'Israël doit mettre fin à ses pratiques et à ses agressions visant à provoquer une escalade dans l'ensemble des Territoires palestiniens occupés, lever le blocus imposé à la bande de Gaza et cesser toutes les mesures qui menacent la paix et la sécurité et portent atteinte à la solution des deux États et à la possibilité de parvenir à une paix juste et globale, qui constitue un choix stratégique arabe et une nécessité régionale et internationale ;

13. Met en garde contre les conséquences catastrophiques qui découleraient de l'absence persistante de perspectives politiques et de pressions économiques constantes exercées sur le peuple palestinien et l'État de Palestine et préconise d'intensifier l'action régionale et internationale pour ramener et maintenir globalement le calme et relancer des négociations véritables et effectives qui rétablissent la confiance dans le processus de paix, traçant clairement la voie d'un règlement négocié fondé sur la solution des deux États, qui mettrait fin à l'occupation et favoriserait la création d'un État palestinien indépendant et souverain, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité, seul moyen de mettre fin au conflit et de parvenir à une paix juste et globale ;

14. Prie les membres du Comité et le Secrétaire général de la Ligue, en coordination avec les États arabes, de mobiliser une action commune et d'établir des contacts avec la communauté internationale et les entités internationales afin d'explicitier la menace que représentent les pratiques israéliennes à Jérusalem et dans ses lieux saints et d'énoncer une position internationale effective qui découragerait Israël de poursuivre de telles pratiques et l'amènerait à respecter le droit international et à rétablir globalement le calme ;

15. Prie le Secrétaire général de la Ligue des États arabes d'instruire les missions diplomatiques et les bureaux de la Ligue à l'étranger, en coordination avec les conseils des ambassadeurs arabes dans les pays, de se mobiliser et de se concerter ;

16. Continue de siéger pour suivre l'évolution de la situation et prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger Jérusalem et ses lieux saints et appuyer le peuple palestinien, ses droits et sa capacités de résistance à Jérusalem et sur l'ensemble de son territoire.
